

“La Convention CIEC (n° 31) sur la reconnaissance des noms comme contribution à la résolution de conflits”

Intervention présentée par Chantal Nast
Directrice administrative, CIEC

lors du 6^{ème} Congrès de l'Association européenne des officiers de l'état civil
Engelberg (Suisse) – 22-23 Mai 2006

Monsieur le Président,

Je vous remercie de m'avoir invitée à participer à ce 6^{ème} Congrès de l'Association européenne des officiers de l'état civil et suis particulièrement heureuse d'avoir ainsi l'occasion de représenter ici, à nouveau, la CIEC.

Mesdames et Messieurs,

Dans le temps imparti, il est assez difficile de présenter de manière claire et exhaustive la Convention sur la reconnaissance des noms, d'autant que les travaux ont connu tout au long des cinq ans nécessités pour son élaboration des rebondissements multiples. Il m'a donc fallu faire des choix, ma démarche étant favorisée par le fait que de nombreux participants disposent d'une version directement compréhensibles dans leur langue du texte de la Convention et de son rapport explicatif, puisque les francophones liront la version originale française et que les germanophones bénéficient d'une version germano-suisse, aimablement préparée par Willi Heussler.

Pour comprendre les raisons qui ont conduit la CIEC à élaborer une 4^e Convention sur la question du nom, on ne peut éviter de rappeler le contexte, et je présenterai donc d'abord un bref historique des travaux de la CIEC en matière de nom (1), avant de préciser l'environnement législatif qui est à l'origine des divergences de noms et qui entraîne souvent des situations assez peu conciliables (2) pour en arriver ensuite à la Convention elle-même et donner quelques exemples de situations qui pourraient être améliorées par des ratifications d'Etats membres ou l'adhésion d'Etats tiers (3). Je vous invite cependant à consulter le rapport explicatif précité pour des illustrations plus complètes.

1. Historique des travaux de la CIEC en matière de nom

Depuis sa création, il y a plus de 50 ans, la Commission Internationale de l'Etat Civil a régulièrement été confrontée à des questions liées au nom des personnes et ces préoccupations ont conduit la CIEC à mener des travaux en cette matière à plusieurs reprises.

- La première réalisation dans ce domaine est la [Convention n° 4 signée à Istanbul le 4 septembre 1958](#) relative aux changements de noms et de prénoms. La Convention d'Istanbul fait obligation à chaque Etat contractant de « ne pas accorder de changements de noms ou de prénoms aux ressortissants d'un autre Etat contractant, sauf s'ils sont également ses propres ressortissants ». Elle prévoit également la reconnaissance de plein droit des décisions intervenues dans un Etat contractant par laquelle les autorités de cet Etat accordent un changement de nom ou de prénoms à l'un de ses ressortissants. Par dérogation, l'article 5 de la Convention permet à un Etat contractant, en cas de double nationalité, de soumettre les effets d'une décision de changement de nom ou de prénoms prise par l'un des Etats dont le bénéficiaire serait aussi le ressortissant, à des conditions particulières de publicité et à un droit d'opposition dont il a déterminé les modalités. La Convention d'Istanbul a été ratifiée par neuf Etats, à savoir : l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Turquie.
- Une vingtaine d'années plus tard, la CIEC s'est à nouveau saisie de la question des noms, aboutissant à l'élaboration de la [Convention n° 19 signée à Munich le 5 septembre 1980](#). La Convention n° 19, sur la loi applicable aux noms et prénoms, tend à établir des règles communes de droit international privé en la matière. Non sans discussions, la Convention de Munich a privilégié le statut personnel de l'intéressé en soumettant les noms et prénoms d'une personne à la loi, y compris de droit international privé, de l'Etat dont elle est ressortissante. Ratifiée par quatre Etats -l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Portugal- qui avaient ratifié aussi la Convention d'Istanbul, la Convention n° 19 ne règle cependant que le conflit de lois; elle ne contient aucune règle sur la reconnaissance du nom et les problèmes liés à l'absence de solution pour les bipatrides ont été soulevés assez rapidement.

- Dans le même temps, la circulation plus grande des personnes a entraîné une augmentation des situations de bi- ou plurinationalité et l'introduction de nouvelles législations nationales a, elle aussi, contribué à augmenter sensiblement les situations boiteuses. Il en est ainsi lorsque les lois nationales d'une même personne ont des solutions divergentes ou bien, dans l'hypothèse de plus en plus fréquente de conjoints de nationalités différentes, lorsque la loi nationale de chacun d'eux règle différemment les conséquences du mariage ou du divorce sur le nom des époux ou ex-époux. Dans toutes ces situations, les personnes concernées éprouvent des difficultés à établir leur identité lorsque les documents qui leur sont délivrés dans les divers Etats n'indiquent pas le même nom. La [Convention n° 21 signée à La Haye le 8 septembre 1982](#) a tenté d'apporter une solution modeste aux problèmes rencontrés par les intéressés dans la vie quotidienne : elle se contente, par la délivrance d'un certificat de diversité de noms de famille, de permettre aux personnes portant des noms différents dans deux Etats nationaux de faciliter la preuve de leur identité, mais elle a laissé subsister les causes de ces divergences. Seuls quatre Etats ont à nouveau ratifié cette Convention –l'Espagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas-, trois d'entre eux étant parties également aux Conventions n° 4 et n° 19.

Depuis les années 80, le nombre de situations dans lesquelles une même personne se voit attribuer des noms différents par les différentes lois auxquelles elle se rattache et la diversité des noms patronymiques et des noms de mariages engendrée par la diversité des législations nationales n'ont fait qu'augmenter.

2. Concilier l'inconciliable

Saisie à nouveau de la question en 1999, la CIEC a remis l'ouvrage sur le métier, en procédant tout d'abord à une collecte d'informations sur la loi applicable, dans les divers Etats membres, au nom de l'enfant et au nom des époux. Les réponses au questionnaire établi à cette fin et la participation de l'ensemble des pays aux divers groupes de travail témoignent du grand intérêt des Etats membres pour ces travaux, même si l'on regrettera que ces manifestations d'intérêt n'ont tout de même pas permis d'aller aussi loin qu'on aurait pu l'espérer. Assez rapidement, il a fallu renoncer à unifier les règles internes d'attribution du nom, en sorte que déjà la première esquisse de Convention se borne à définir des règles de reconnaissance dans un Etat de la détermination du nom faite dans un autre Etat et des cas dans lesquels elle impose aux Etats contractants la reconnaissance du nom.

A l'exception des pays qui connaissent une liberté totale, l'analyse des dispositions nationales en matière de noms montre une opposition entre différents blocs d'Etats, selon le nom attribué à l'enfant, d'une part, ou le nom des époux, choisi ou imposé par la loi, d'autre part, ce dernier ayant lui aussi, à nouveau, des répercussions sur le nom de l'enfant. Cette opposition engendre des types de situations peu conciliables.

- [La première ligne de partage se situe tout d'abord au niveau du nom attribué à l'enfant à la naissance.](#) Dans tous les Etats, le nom d'un enfant dépend en général de l'établissement de sa filiation à la naissance et l'attribution du nom qui en découle se fait ensuite soit automatiquement par effet de la loi (nom du père, nom de celui des parents à l'égard duquel la filiation est établie en premier lieu, nom du parent qui détient l'autorité parentale, nom matrimonial des parents, etc.) soit à la suite d'une faculté de choix des parents à la naissance, faculté dont on notera d'ailleurs qu'elle a été introduite ces dernières années par plusieurs Etats où elle n'existait pas précédemment.

Deux courants majeurs peuvent toutefois être distingués parmi les Etats membres. Le premier groupe, majoritaire, est composé des Etats où le nom attribué à la naissance est conservé par l'intéressé tout au long de sa vie: sauf cas particuliers de changements de nom liés ou non à un changement d'établissement de la filiation, le nom attribué à la naissance dans ces Etats est conservé par les intéressés, y compris lorsqu'ils se marient ensuite. Dans le 2^{ème} groupe, on trouve les Etats où le nom attribué à la naissance pourra être modifié ensuite, au moment d'un mariage ou d'un partenariat ou encore de leur dissolution.

- [La seconde ligne de partage se situe au niveau du nom des époux et/ou partenaires,](#) avec de nombreuses variantes. Dans certains Etats membres de la CIEC, le mariage a –ou peut avoir- des conséquences sur le nom des époux (par ex. Allemagne, Autriche, Croatie, Hongrie, Royaume-Uni, Suisse et Turquie) et cela le plus souvent dans l'optique de déterminer un nom matrimonial commun, qui sera le plus souvent aussi, ensuite, le nom de famille des enfants du couple. Dans les autres Etats membres de la CIEC, chaque époux conserve son nom après le mariage (par ex., Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne ou Portugal). Dans ces derniers pays, on aboutit souvent à un nom d'usage qui, dans la pratique, équivaut à un nom commun puisque, par tradition ou

dispositions légales, un conjoint –le plus souvent la femme- utilise socialement le nom de l'autre, étant souligné cependant qu'il ne s'agit là que d'un nom d'usage qui n'a aucune valeur légale.

Seuls deux pays –la Suisse et la Turquie- connaissent le changement automatique du nom d'un époux à la suite du mariage, les codes civils suisse et turc disposant, respectivement aux articles 160 et 187, que le nom de famille des époux est le nom du mari, avec cependant des dérogations possibles dans les deux cas. Au Royaume-Uni, à l'opposé, il n'existe aucune obligation légale pour qu'un couple soit connu sous un nom particulier ou qu'il change de nom; traditionnellement, pourtant, la femme prend le nom de famille de son époux, mais l'inverse serait tout aussi possible tout comme chacun des conjoints pourrait encore garder le nom porté avant le mariage. Entre ces deux "extrêmes", parmi les pays qui prévoient que le mariage peut avoir des conséquences sur le nom des époux, les situations sont encore assez variables : le choix entre les noms possibles peut être plus ou moins grand (par ex. nom d'un époux ou nom de l'autre ou encore combinaisons variables des deux noms ou même des noms et prénoms) et la faculté de choix s'étend plus ou moins dans le temps (par ex., avant le mariage, au moment du mariage, pendant le mariage, au moment de la naissance du premier enfant).

Les différences entre les législations nationales, notamment en matière de filiation, d'adoption ou de changement de noms, ont toujours entraîné des situations où une personne était désignée, selon ces législations, par un nom de famille divergent. Mais, depuis que davantage d'Etats permettent aux époux de choisir un nom de famille commun, et qu'ils accordent ce choix aux résidents étrangers qui contractent mariage ou concluent un partenariat enregistré sur leur territoire, le nombre des personnes ayant divers noms de famille s'est lui aussi accru, et ce phénomène est encore amplifié par la mobilité plus grande des personnes et le nombre de plus en plus important de personnes possédant deux ou plusieurs nationalités.

3. La Convention sur la reconnaissance des noms

C'est dans ces conditions que l'élaboration de la Convention signée à Antalya le 16 septembre 2005 a débuté. Que pouvait-on faire pour supprimer les causes –ou certaines causes- génératrices de la diversité des noms ?

Comme indiqué précédemment, le groupe de travail a été contraint d'écarter assez rapidement toute unification portant sur le droit matériel des Etats membres en matière d'attribution du nom, au motif que selon les Etats cela irait trop loin. L'idée d'une unification des règles de conflit de lois en la matière a, elle aussi, été écartée, les Etats estimant que cela n'était pas nécessaire pour atteindre les objectifs recherchés. Il a alors été opté pour une méthode plus modeste consistant à poser des règles de reconnaissance dans les Etats contractants de la détermination du nom faite dans un autre Etat, lorsque la personne concernée présente avec cet Etat certains liens de rattachements que la Convention définit.

3.1. – Définitions de critères

Il a donc fallu définir le nom qui serait reconnu (3.1.1.), les situations envisagées (3.1.2.) et les critères auxquels serait subordonnée la reconnaissance du nom (3.1.3.).

3.1.1. Le nom à reconnaître selon la Convention est celui qui doit figurer dans les documents d'état civil. La Convention ne s'applique pas aux prénoms, ni au nom d'usage qu'une personne peut, dans certains Etats, substituer ou ajouter à son nom d'état civil dans la vie courante ni aux titres nobiliaires. N'est pas reconnu non plus le changement de nom d'un époux par l'effet de la loi, en l'absence de déclaration de choix de l'intéressé. Lorsqu'un nom est reconnu, le risque de divergence de noms pour une personne est supprimé puisque l'obligation de reconnaissance du nom attribué dans l'Etat avec lequel la personne a des liens définis par la Convention s'accompagne d'une obligation corrélative de ne pas attribuer à cette personne un nom différent et de ne pas reconnaître un autre nom qui aurait pu être attribué par la loi d'un autre Etat.

3.1.2. Les situations envisagées par la Convention sont :

- les effets sur le nom du mariage (art. 1) et de sa dissolution (art. 2), lorsque l'un ou les deux a fait une déclaration de nom de mariage, spécialement lorsque les époux sont de nationalité différente,
- les effets sur le nom de la conclusion et de la dissolution d'un partenariat enregistré, mais seulement lorsqu'un Etat contractant fait une déclaration en ce sens (art. 3),
- le nom attribué à un enfant ayant plusieurs nationalités (art. 4) et
- le changement de nom d'une personne ayant plusieurs nationalités (art. 5).

Dans d'autres hypothèses, rien n'empêche les Etats de reconnaître, mais la Convention n'impose aucune obligation de reconnaissance ou de refus de reconnaissance aux Etats contractants.

Dans les situations envisagées, la Convention n° 31 vise surtout des cas où plusieurs nationalités sont en cause, soit parce que les époux possèdent des nationalités différentes, soit parce qu'une personne possède deux ou plusieurs nationalités.

On signalera cependant qu'en mars 2003, l'Assemblée Générale avait sensiblement élargi le champ d'application du projet en discussion en y insérant un nouvel article 1⁽¹⁾ qui, sauf en cas de mariage ou de dissolution du mariage, obligeait tous les Etats contractants à reconnaître le nom attribué à une personne dès lors que cette personne n'avait qu'une seule nationalité et que ce nom lui était attribué par la loi de l'Etat dont elle est ressortissante.

Cette solution avait l'avantage d'assurer la cohérence avec la Convention n° 19 de Munich, en complétant cette dernière, puisque ce nouvel article tirait, en matière de reconnaissance, les conséquences de l'article 1^{er} (2) de la Convention de Munich, sur la loi applicable aux noms et prénoms, visant à établir des règles communes de droit international privé en la matière. La solution avait cependant l'inconvénient, pour les Etats qui n'ont pas ratifié la Convention de Munich, de créer une sorte d'obligation d'en accepter la philosophie. C'est ce qu'ont fait valoir en particulier l'Allemagne et l'Autriche, craignant d'être obligées par ce biais de changer leurs dispositions de droit international privé et de ne plus permettre, par exemple, à un couple franco-français qui réside en Allemagne, de choisir un nom de mariage commun lors de la célébration de leur mariage en Allemagne.

Après de longues discussions et des votes multiples, l'Assemblée Générale de septembre 2003 a retiré l'article qu'elle avait introduit quelques mois plus tôt, excluant ainsi de façon générale les situations monopatrides pour ne garder que les situations présentant surtout des éléments de plurinationalité.

3.1.3. La définition des critères de la reconnaissance a suscité, elle aussi, bien des difficultés. Il fallait retenir un lien de rattachement donnant la préférence à une des lois nationales en concurrence, et trouver un équilibre entre les principes de la nationalité et ceux de la résidence habituelle, alors que les Etats souhaitaient préserver, chacun, les caractéristiques majeures de leur droit national en matière de nom et qui sont, *a priori*, difficilement conciliables entre elles puisque le droit de choisir un nom de certains s'opposait au principe de l'unicité du nom de la fratrie des autres et que le droit des époux de choisir un nom de mariage des uns s'opposait au principe des autres n'accordant aucun changement de nom à la suite du mariage. Les difficultés des "négociations" ont en outre été accentuées par le contexte politique et les diverses réformes en cours dans certains Etats membres ou à peine adoptées dans d'autres, parmi lesquelles la loi française sur la dévolution du nom de famille et un projet similaire au Luxembourg, la loi belge sur le droit international privé ou encore les modifications successives apportées aux articles du BGB allemand sur le nom suite à l'adoption d'autres lois. Sans parler de l'arrêt Garcia Avello⁽³⁾, qui est venu, lui aussi, jeter le trouble dans certains esprits, bien que des auteurs plus compétents que moi ont estimé qu'il ne remettait pas en cause le texte adopté à Madrid quelques jours avant la parution de l'arrêt. Cet arrêt du 2 octobre 2003 a toutefois entraîné la relecture du projet de Convention, ce qui a tout de même été l'occasion de simplifier la rédaction de plusieurs articles et d'améliorer, à mon avis, l'article 4 sur le nom de l'enfant, notamment en prenant davantage en compte la volonté des parents, en aboutissant ainsi à un texte plus libéral que celui de Madrid. Trop libéral pour certains.

3.2. – Exemples

Cela étant dit, je vais tenter d'illustrer certaines situations où la reconnaissance du nom selon la Convention serait de nature à éviter des divergences de noms dues à l'application de lois nationales divergentes, en me limitant au nom attribué à l'enfant à la naissance (art. 4) et aux effets sur le nom du mariage ou de sa dissolution (art. 1 et 2). Je suis sûre que chacun d'entre vous trouvera sans doute aussi, à partir de l'application de son droit national, des exemples contraires. Mais la Convention n'est qu'un compromis; elle n'a pas la prétention d'éliminer toutes les sources de divergences possibles, mais seulement celle de supprimer un certain nombre de cas où une personne se voit attribuer un nom différent dans deux pays et de réduire les situations dans lesquelles des documents portant des identités différentes sont délivrés à une même personne.

(1) "Le nom attribué à une personne n'ayant qu'une seule nationalité par la loi de l'Etat dont elle est ressortissante est reconnu dans les Etats contractants, sous réserve des articles 2 et 3."

(2) "1. Les noms et prénoms d'une personne sont déterminés par la loi de l'Etat dont elle est ressortissante. A ce seul effet, les situations dont dépendent les noms sont appréciées selon la loi de cet Etat. 2. En cas de changement de nationalité, la loi de l'Etat de la nouvelle nationalité s'applique."

(3) CJCE, arrêt du 2 octobre 2003, Aff. Carlos Garcia Avello c. Etat belge.

3.2.1. Je commencerai par illustrer l'article 4⁽⁴⁾ relatif au nom de l'enfant, puisque le premier nom attribué à un individu l'est à sa naissance. Le 1^{er} paragraphe de cet article pose un principe, auquel le 2^{ème} paragraphe permet de déroger.

A l'exception de la Suisse qui soumet le droit du nom au droit du domicile, mais qui prévoit qu'une personne peut demander que son nom soit régi par son droit national (article 37, al. 2 LDIP), dans la situation actuelle, la détermination du nom relève du statut personnel dans la plupart des pays et, en pratique, l'officier de l'état civil qui reçoit une déclaration de naissance doit appliquer la loi nationale de l'étranger, sauf si l'intéressé possède plusieurs nationalités dont celle du pays de la naissance, auquel cas c'est cette dernière qui a la préférence.

Le principe retenu au [paragraphe 1^{er} de l'article 4](#) est que tous les Etats contractants reconnaissent le nom attribué à la naissance lorsque la naissance a lieu dans un Etat contractant qui est un des Etats dont l'enfant a la nationalité. Il n'est pas imposé que l'Etat de naissance soit l'Etat de la résidence habituelle et ce nom peut, le cas échéant, être attribué selon la loi d'un autre Etat dont l'enfant a la nationalité, même si cet autre Etat n'est pas un Etat contractant.

Pour simplifier, dans les exemples qui suivent, l'enfant a souvent deux nationalités, celle du père et celle de sa mère. Mais on peut aussi imaginer que les deux nationalités lui sont transmises par un seul parent ou que l'enfant aient plus de deux nationalités, par exemple les deux nationalités du père et la nationalité de la mère. Le nom attribué dans l'Etat de naissance qui est aussi un Etat national de l'enfant peut varier beaucoup, selon les Etats concernés, comme on l'a vu précédemment en fonction des dispositions qui régissent le nom de l'enfant mais aussi de celles qui régissent le nom des époux.

- Lors de sa naissance en Croatie, un enfant hispano-croate se voit attribuer, conformément à la déclaration des parents, mariés ensemble ou non, le nom "Sanchez - Benko" formé du 2^{ème} nom de sa mère hispano-croate "Zebar Sanchez" et du 1^{er} élément du nom du père croate "Benko Empereur". Ce nom "Sanchez - Benko" sera reconnu en Espagne et dans tous les autres Etats contractants, alors qu'actuellement l'enfant est identifié en Espagne sous le nom de "Zebar Benko" ou "Benko Zebar" si la filiation est établie à l'égard des deux parents mais sous le nom de "Zebar Sanchez" si la filiation n'est établie qu'à l'égard de la mère.
- Lors de sa naissance en France, un enfant franco-turc se voit attribuer, conformément à la déclaration de choix des parents, mariés ou non, le nom "Leroy-Merlin" de la mère française. Ce nom sera reconnu en Turquie et dans tous les autres Etats contractants, alors qu'actuellement l'enfant est identifié en Turquie sous le seul nom de son père, "Coşkun", lorsque les parents sont mariés.
- Le nom "Minardi" sera reconnu en Italie et dans les autres Etats contractants lorsque, lors de sa naissance en Allemagne, un enfant germano-italien se voit attribuer ce nom "Minardi" soit parce que les époux "Schmitt" et "Minardi" ont déclaré prendre ce nom matrimonial lors de leur mariage en Allemagne, soit parce que les parents non mariés ont fait ce même choix. Actuellement, les officiers de l'état civil italiens doivent, lors de la transcription de l'acte de naissance en Italie, attribuer à cet enfant le nom du père allemand "Schmitt" lorsque les parents sont mariés ensemble ou que la reconnaissance par les deux parents est simultanée. Si les parents ne sont pas mariés et que seule la filiation maternelle est établie à la naissance, l'acte transcrit en Italie reprendrait le nom "Minardi" de la mère, mais devrait être rectifié en cas de mariage ultérieur des parents, puisque l'enfant légitimé prend alors le nom du mari et père "Schmitt". Il devrait aussi être rectifié en cas d'établissement ultérieur de la filiation paternelle, par reconnaissance paternelle ou établissement judiciaire de la paternité, plusieurs noms étant alors possibles : "Minardi", "Schmitt" ou "Schmitt Minardi".
- Lors de sa naissance en Espagne, un enfant hispano-hongrois se voit attribuer, conformément à la loi espagnole, le nom "Kovacs Fernandez" –ou, inversement, "Fernandez Kovacs"- formé du 1^{er} nom du père hongrois "Kovacs-Burda" et du 1^{er} nom de la mère espagnole "Fernandez Santos". Ce nom "Kovacs Fernandez" ou "Fernandez Kovacs" sera le nom reconnu en Hongrie et dans tous les autres Etats contractants, alors qu'actuellement l'enfant serait identifié en Hongrie selon le nom que les parents ont choisi pour nom de mariage. Les possibilités de choix en Hongrie sont, à cet égard, multiples et le nom attribué en Espagne peut coïncider avec une des variantes possibles en Hongrie. Si les parents ont

(4) **Art. 4 : "1.** Le nom attribué dans l'Etat contractant du lieu de sa naissance à un enfant possédant deux ou plusieurs nationalités est reconnu dans les autres Etats contractants si cet Etat est l'un de ceux dont cet enfant a la nationalité. **2.** Toutefois, par dérogation au paragraphe précédent, le nom attribué à la demande des parents dans un autre Etat contractant dont l'enfant a la nationalité est reconnu dans les autres Etats contractants. Avis de cette attribution est adressé à l'officier de l'état civil du lieu de naissance de l'enfant, pour inscription dans les registres officiels pertinents."

choisi de porter un même nom de mariage, l'enfant prend ce nom là, mais si chacun des époux a choisi un nom de mariage différent, l'éventail de choix pour le nom de l'enfant est très large: "Kovacs-Burda", "Fernandez-Santos", "Kovacs-Santos", "Santos-Kovacs", "Burda-Fernandez", "Burda-Santos", "Santos-Burda", etc.

Dans les derniers exemples, si l'enfant possède en plus la nationalité d'un autre Etat membre de l'Union européenne, les parents peuvent demander le nom selon la loi de cet autre Etat (cf. aff. Garcia Avello) et c'est alors ce nom-là qui devrait être reconnu par tous les Etats contractants.

Dans les hypothèses où l'application du principe du paragraphe 1^{er} n'aboutit tout de même pas au nom que les parents souhaitent voir attribuer à l'enfant, ils ont la possibilité, conformément au [paragraphe 2 de l'article 4](#), de s'adresser aux autorités de l'autre Etat contractant dont l'enfant possède aussi la nationalité pour lui demander d'attribuer un autre nom à l'enfant. Les autorités nationales de l'autre Etat contractant peuvent être les services d'état civil ou bien les autorités consulaires de cet autre pays, mais la demande doit être formulée par les deux parents ou, s'il n'y a qu'un seul parent, par celui-ci, et ne peut avoir lieu avant la déclaration de naissance dans l'Etat de la naissance. Le nouveau nom ainsi attribué sera non seulement reconnu dans les autres Etats contractants, y compris celui du lieu de naissance de l'enfant, mais il viendra se substituer au premier nom attribué dans l'Etat de la naissance. Le nouveau nom est communiqué par l'autorité de l'Etat national contractant qui a attribué le nouveau nom à la demande des parents à l'officier de l'état civil qui a dressé l'acte de naissance par l'envoi d'un avis d'attribution du nom, en vue de la rectification de ses registres. L'avis est envoyé à l'aide d'un modèle annexé à la Convention. Il ne s'agit pas d'un "changement de nom" qui prendrait effet à une date ultérieure mais d'une nouvelle attribution de nom qui prend effet à la naissance, le nouveau nom venant remplacer le nom inscrit dans l'acte de naissance établi dans l'Etat de la naissance.

3.2.2. Les effets du mariage ou de la dissolution du mariage sur le nom des époux sont traités respectivement aux articles 1 et 2 de la Convention d'Antalya.

Contrairement à l'article 4 qui ne prévoit, comme on vient de le voir, que le critère de la nationalité, le principe des articles 1 et 2 est l'utilisation alternative du critère de la résidence habituelle du couple ou de celui de la nationalité d'un Etat contractant d'un époux, avec une faculté de cumul dans certains cas si un Etat fait la réserve prévue à l'article 14.

3.2.2.1. L'article 1⁽⁵⁾ prévoit la reconnaissance des déclarations faites par les époux sur le nom qu'ils porteront pendant le mariage ou que l'un d'eux portera pendant le mariage. Il ne traite pas les situations dans lesquelles le mariage n'entraîne par lui-même aucun changement du nom des époux ni celles, opposées, de changement de nom de l'un ou des deux époux, opéré *ipso jure* du fait du mariage.

Pour être reconnue, la déclaration doit être faite soit dans un Etat contractant dont au moins l'un des époux possède la nationalité, soit dans l'Etat contractant de leur résidence habituelle commune au jour de la déclaration.

Dans les deux cas, la déclaration doit donc être faite dans un Etat contractant, mais les critères de la nationalité ou de la résidence habituelle sont alternatifs : si le déclarant possède la nationalité de l'Etat contractant dans lequel la déclaration est faite, l'article s'applique quel que soit l'Etat de la résidence habituelle du couple (et cela, même si le déclarant possède également la nationalité d'un Etat non contractant) ; si la déclaration est faite dans l'Etat contractant de la résidence habituelle commune, l'article s'applique même si aucun des époux n'a la nationalité de cet Etat. La déclaration peut être faite au moment du mariage ou ultérieurement, par exemple lors de la naissance du premier enfant, mais s'agissant de la "résidence habituelle commune", elle doit exister dans l'Etat contractant au moment de la déclaration, ce qui ne signifie pas que les époux doivent vivre sous le même toit. S'agissant de "l'Etat contractant dont l'intéressé a la nationalité", la déclaration faite à l'étranger devant les autorités consulaires dudit Etat est assimilée une déclaration faite dans l'Etat.

L'obligation de reconnaissance résultant de cet article 1^{er} ayant semblé trop lourde à certains Etats, l'article 14 prévoit une réserve permettant dans certains cas de cumuler les critères de la résidence habituelle commune et la nationalité de l'un des époux. Ainsi, l'Etat qui fait la réserve peut ne pas reconnaître la déclaration faite par l'époux qui est son ressortissant lorsque celui-ci ou son conjoint n'a pas la nationalité de l'Etat de la résidence habituelle dans lequel la déclaration a été faite.

⁽⁵⁾ **Art. 1 :** "En cas de mariage d'une personne ayant la nationalité d'un Etat contractant, la déclaration faite par les époux sur le nom qu'ils porteront pendant le mariage ou par l'un d'eux sur le nom qu'il portera pendant le mariage est reconnue dans les Etats contractants si elle est faite dans un Etat contractant dont l'un des époux possède la nationalité ou dans l'Etat contractant de la résidence habituelle commune des époux au jour de la déclaration."

A nouveau, quelques exemples où l'application de l'article 1^{er} permettrait d'éviter des divergences de nom. Je pars de l'hypothèse où le mari est allemand et l'épouse belge, espagnole ou française, mais l'exemple pourrait être inversé, l'épouse pourrait être allemande et l'époux belge, espagnol ou français, l'essentiel étant qu'un des époux ait la nationalité d'un pays permettant un choix de nom de mariage et que l'autre soit ressortissant d'un pays qui consacre l'immutabilité du nom des conjoints.

- Un couple belgo-allemand ou hispano-allemand ou franco-allemand choisit -selon le droit allemand- au moment du mariage ou ultérieurement, le nom de l'époux allemand "Schmitt" comme nom de mariage. Suite à la déclaration, l'épouse prend en Allemagne le nom de son mari et l'administration allemande va lui délivrer des documents identifiant l'épouse sous ce nouveau nom. Actuellement, les droits belge, français ou espagnol ne reconnaissent pas ce nom "Schmitt" à leur ressortissante, et lorsque ces pays délivrent des documents à l'intéressée –par exemple, lors d'un renouvellement de son passeport ou de sa carte d'identité- l'épouse y est désignée sous son nom de jeune fille avec, parfois, si elle le demande, l'indication du nom de son mari comme nom d'usage mais sans valeur légale. Dans cet exemple, selon l'article 1^{er} de la Convention, le nom de mariage "Schmitt" choisi dans l'Etat contractant qui est aussi l'Etat national d'un des conjoints –l'Allemagne- sera reconnu par les autres Etats contractants, et donc par l'Etat national de l'épouse, dès lors que, dans mes exemples, la Belgique, l'Espagne ou la France aura ratifié la Convention, mais ces Etats peuvent demander –s'ils ont fait la réserve permise par l'article 14- le cumul "nationalité d'un conjoint" + "résidence habituelle en Allemagne" si l'épouse est leur propre ressortissante.
- Si ce couple belgo-allemand ou hispano-allemand ou franco-allemand fait la déclaration de choix du nom de mariage "Schmitt" devant les autorités consulaires allemandes en Belgique, en Espagne ou en France, la déclaration sera réputée faite en Allemagne et le nom "Schmitt" de l'épouse devra être reconnu dans l'Etat national de l'épouse si la Belgique, l'Espagne ou la France a ratifié la Convention, sauf application de l'article 14 mentionné plus haut.
- Si ce même couple belgo-allemand ou hispano-allemand ou franco-allemand fait une déclaration de choix d'un nom de mariage en Autriche où il a sa résidence habituelle et que l'Autriche a ratifié la Convention, le nom "Schmitt" choisi selon le droit autrichien sera reconnu par les autres Etats contractants, donc aussi par l'Etat national de l'épouse, dès lors que, dans mes exemples, la Belgique, l'Espagne ou la France aura ratifié la Convention et n'aura pas fait usage de la réserve de l'article 14 permettant de demander le cumul "nationalité d'un conjoint" + "résidence habituelle en Autriche" si l'épouse est leur propre ressortissante.

Comme on le voit, les reconnaissances d'un nom de mariage peuvent être multiples, surtout si l'on étend les exemples à l'ensemble des Etats qui peuvent ratifier ou adhérer à la Convention d'Antalya. La faculté de réserve de l'article 14 entraîne bien sûr une absence de reconnaissance du nom dans un certain nombre de cas puisque, dans les hypothèses précitées, l'Etat national de l'épouse –Belgique, Espagne, France- peut ne pas reconnaître le nom "Schmitt" de sa ressortissante, faute de cumul des critères "nationalité d'un époux" + "résidence habituelle". Ainsi, par exemple, la France ne reconnaîtra le nom "Schmitt" de l'épouse française que si, outre la nationalité allemande du mari, les époux ont aussi leur résidence habituelle en Allemagne lorsque la déclaration est faite en Allemagne ou devant un consul allemand; la France peut ne pas reconnaître le nom "Schmitt" dans le cas d'une déclaration faite en Autriche –ou en Croatie ou en Hongrie- si aucun époux n'a la nationalité autrichienne -ou croate ou hongroise- et que seul le critère de la résidence habituelle est rempli. Si l'époux allemand ou l'épouse française possède cependant aussi la nationalité autrichienne -ou croate ou hongroise-, la réserve ne joue plus.

3.2.2.2. L'article 2⁽⁶⁾, tout comme l'article 1^{er}, favorise les déclarations de choix. Il s'applique dans tous les cas de dissolution du mariage (par décès d'un époux, divorce ou annulation du mariage).

Le [paragraphe 1 de l'article 2](#) prévoit ainsi le principe de la reconnaissance d'une déclaration faite par un ex-époux par laquelle il ou elle veut soit reprendre le nom qu'il ou elle portait avant le mariage, soit au contraire conserver le nom porté pendant le mariage. Cette reconnaissance est acquise dès lors que la déclaration a été faite dans l'Etat contractant ou un des Etats contractants dont l'intéressé a la nationalité ou bien dans

⁽⁶⁾ **Art. 2 :** "1. En cas de dissolution ou d'annulation du mariage, la déclaration par laquelle l'époux ou l'ex-époux, ressortissant d'un Etat contractant, reprend un nom qu'il portait antérieurement ou choisit de conserver le nom qu'il portait pendant le mariage, est reconnue dans les Etats contractants si elle est faite dans l'Etat contractant ou l'un des Etats contractants dont cet époux ou ex-époux a la nationalité ou dans l'Etat contractant de sa résidence habituelle au jour de la déclaration. 2. En cas de divorce ou d'annulation du mariage, lorsque la reprise du nom porté avant le mariage par un ex-époux, ressortissant d'un Etat contractant, est un effet de la loi, cette reprise est reconnue dans les Etats contractants, à défaut de la déclaration contraire prévue au paragraphe 1, si elle est prévue par la loi d'un Etat contractant dont cet ex-époux a la nationalité et dans lequel le divorce ou l'annulation est prononcé."

l'Etat contractant où l'intéressé a sa résidence habituelle au jour de la déclaration. Ici aussi, une déclaration faite à l'étranger devant une autorité consulaire d'un de ces Etats est réputée faite dans ledit Etat.

Si je reprends l'exemple du couple belgo-allemand -ou hispano-allemand ou franco-allemand-, la déclaration de nom est reconnue dans tous les Etats contractants si l'ex-épouse belge -ou espagnole ou française- fait une déclaration en Allemagne ou en Autriche où elle a fixé sa résidence habituelle après le divorce ou l'annulation du mariage, mais aussi en Belgique, en Espagne ou en France.

Le [paragraphe 2 de l'article 2](#) vise les situations où la reprise du nom porté avant le mariage dissous est un effet de la loi, mais veut préserver les situations où l'ex-époux –le plus souvent l'ex-épouse- a un intérêt à reprendre le nom qu'il avait avant le mariage dissous, sans l'obliger à faire une déclaration expresse, soit qu'une telle déclaration n'est pas possible soit que l'intéressé(e) n'est pas informé(e) de cette possibilité. En l'absence d'une déclaration contraire qui serait faite en application du paragraphe 1^{er}, le paragraphe 2 de l'article 2 soumet ainsi la reconnaissance de cette reprise automatique du nom à une règle cumulative: le retour *ex lege* au nom antérieur ne sera reconnu que s'il est prévu par la loi de l'Etat national de l'ex-époux concerné et que la dissolution du mariage ou son annulation a été prononcée dans cet Etat.

Pour terminer cette présentation succincte, j'attirerai rapidement votre attention sur la teneur de quelques autres articles. L'article 3 permet aux Etats d'étendre l'application des articles 1 et 2 aux partenariats enregistrés. L'article 5⁽⁷⁾ traite les changements de nom d'une personne ayant deux ou plusieurs nationalités, dont l'une est celle d'un Etat contractant, selon la même philosophie que l'article 4 et en faisant le lien avec la Convention d'Istanbul de 1958. L'article 8⁽⁸⁾ prévoit l'inscription du nom reconnu dans les registres officiels des Etats contractants, sans qu'il soit besoin d'une procédure. Enfin, l'article 9⁽⁹⁾ prévoit les conditions d'entrée en vigueur de la Convention, avec des dispositions transitoires permettant une certaine rétroactivité pour cette inscription dans les registres.

Mesdames, Messieurs,

J'ai essayé d'illustrer les aspects majeurs du texte, mais une présentation plus détaillée nécessiterait bien davantage de temps. Pour plus d'informations, il vous faudra vous reporter aux textes de la Convention et du rapport, et pour cette étude plus complète, le temps est moins compté, d'autant que la date d'entrée en vigueur de ce nouvel instrument est peu prévisible.

Chantal Nast (4 mai 2006)

⁽⁷⁾ **Art. 5 : "1.** Le changement de nom d'une personne possédant deux ou plusieurs nationalités, intervenu dans un Etat contractant dont cette personne a la nationalité, est reconnu dans les autres Etats contractants. Toutefois, lorsque ce changement est la conséquence d'une décision de justice ayant modifié l'état des personnes, un Etat contractant peut refuser de reconnaître ce changement de nom s'il ne reconnaît pas cette décision. **2.** Le paragraphe précédent ne s'applique pas aux changements de nom résultant d'un mariage, d'un partenariat enregistré, d'une dissolution ou d'une annulation de mariage ou de partenariat enregistré."

⁽⁸⁾ **Art. 8 :** "Le nom reconnu en application de la présente Convention est inscrit dans les registres officiels pertinents, sans qu'il soit besoin d'aucune procédure".

⁽⁹⁾ **Art. 9 : "1.** La présente Convention s'applique dans un Etat contractant aux attributions et changements de nom survenus après l'entrée en vigueur de la Convention pour cet Etat. **2.** Toutefois, les personnes dont le nom, avant l'entrée en vigueur de la Convention pour un Etat, a été attribué ou changé par une déclaration pourront, si cette attribution ou ce changement remplit les conditions de reconnaissance prévues par la Convention, demander son inscription dans les registres officiels pertinents de cet Etat."

“CIEC Abkommen (N°31) über die Anerkennung von Namen als Beitrag zur Konfliktlösung”

Referat¹⁰ im Rahmen des 6. Kongresses des Europäischen Verbandes der Standesbeamtinnen und Standesbeamten - Engelberg (Schweiz) – 22-23 Mai 2006

gehalten von Chantal Nast

Directrice administrative, CIEC

Sehr geehrter Herr Präsident,

Ich bedanke mich sehr herzlich für Ihre Einladung, die es mir erlaubt an diesem 6. Kongress des Europäischen Verbandes der Standesbeamten und Standesbeamtinnen teilzunehmen und bin glücklich dass ich hier wieder die CIEC vertreten darf.

Sehr geehrte Damen und Herren,

In der zur Verfügung stehende Zeit, ist es etwas schwierig in klarer und erschöpfender Weise das Abkommen über die Anerkennungen von Namen darzustellen, um so mehr weil während der fünfjährigen Bearbeitung des Entwurfes, es mehrfällige Schicksalswendungen gab. Ich musste deswegen einige Punkte aussuchen, was mir in gewisser Weise erleichtert wurde, weil ja viele Teilnehmer eine Fassung des Abkommens und dessen erläuterndem Bericht in eigener Sprache zu Verfügung haben. Die französisch sprechenden Teilnehmer können die Originalversion lesen und die deutsch sprechenden Teilnehmer verfügen über einer "schweizer-deutsch" Übersetzung, die Willi Heussler freundlicherweise für sie vorbereitete.

Wenn man verstehen will, was die CIEC dazu führte ein 4. Abkommen über Namen vorzubereiten, muss man unvermeidbar an den Zusammenhang erinnern. Ich werde also erst eine kurze historische Darstellung der verschiedenen Arbeiten im Gebiet des Namens präsentieren (1), bevor ich die Gesetzumgebung schildere, die an der Quelle vielen Namensverschiedenheiten liegt und oft zu schwer vereinbare Situationen führt (2), um weiter dann das Abkommen selbst darzustellen, mit einigen Beispiele von Fälle in denen die Ratifizierung von Mitgliedstaaten oder die Beitretung von Drittstaaten die Situation verbessern könnte (3). Ich lade sie aber ein den erläuternden Bericht zu lesen, um weitere Veranschaulichung.

1. Historische Darstellung der CIEC Arbeiten im Gebiet des Namens

Seit ihrer Gründung, vor mehr als 50 Jahren, musste sich die Internationale Kommission für Zivilstandswesen regelmäßig mit Probleme im Bereich des Personennamens befassen und diese Besorgnisse führten die CIEC zu mehrfällige Arbeiten in diesem Gebiet.

- Die erste Leistung ist das **Abkommen N° 4** über die Änderung von Namen und Vornamen, dass **in Istanbul am 4 September 1958** unterzeichnet wurde. Das Übereinkommen von Istanbul verpflichtet alle Vertragsstaaten dazu, „keine Änderungen von Namen oder Vornamen von Staatsangehörigen eines Vertragsstaats zu bewilligen, es sei denn, dass diese Personen zugleich seine eigene Staatsangehörigkeit besitzen“. Das Abkommen sieht auch vor, dass eine Entscheidung, durch die eine Änderung des Namens oder von Vornamen eines eigenen Staatsangehörigen in einem Vertragsstaat bewilligt wird, ohne weiteres rechtswirksam wird. Artikel 5 erlaubt abweichend, einem Vertragsstaat die Wirkungen, die in einem anderen Vertragsstaat ergangene Entscheidungen in seinem eigenen Hoheitsgebiet haben, besonderen Bekanntgabebedingungen sowie einem Einspruchsrecht, dessen Einzelheiten er bestimmt, unterwerfen, sofern die Entscheidung Personen betrifft, die bei Eintritt der Unanfechtbarkeit zugleich seine eigene Staatsangehörigkeit besaßen. Das Abkommen von Istanbul wurde von neun Staaten ratifiziert: Deutschland, Österreich, Spanien, Frankreich, Italien, Luxemburg, die Niederlande, Portugal und die Türkei.
- Ungefähr 20 Jahren später, befasste sich die CIEC wieder mit Personennamen, mit Endergebnis **das in München am 5. September 1980 unterzeichnete Übereinkommen N° 19**. Abkommen N° 19, über das auf Namen und Vornamen anwendbare Recht zielt darauf ab, gemeinsame Regelungen des internationalen Privatrechts in diesem Bereich aufzustellen. Nicht ohne Diskussionen, hat das Abkommen von München

¹⁰ Das Originalreferat habe ich in Französisch vorbereitet, und ins Deutsche übersetzt. Die deutsche Übersetzung der Artikel des Abkommens, die in den Fußnoten erscheinen, hat Willi Heussler vorbereitet.

die Namen und Vornamen einer Person dem Gesetz, einschließlich des internationalen Privatrechts, des Staates unterstellt, dessen Staatsangehöriger die Person ist. Ratifiziert von vier Staaten – Spanien, Italien, die Niederlande und Portugal- die auch das Abkommen von Istanbul ratifiziert hatten, regelt Abkommen n° 19 aber nur den Konflikt zwischen Gesetzen; es enthält aber keine Regelung über die Anerkennung des Namens und die Problemen bezüglich den Mangel einer Lösung für Personen mit mehrere Staatsangehörigkeiten, kamen bald zum Ausdruck.

- Zur selben Zeit, hat die größere Mobilität der Leute zu einer häufigeren Mehrstaatigkeit geführt, und auch die neu eingeführten Gesetze haben dazu gesorgt, die hinkenden Situationen zu vervielfältigen. Dazu kommt es insbesondere, wenn die nationalen Gesetze ein und derselben Person divergierende Lösungen bieten, oder wenn, im ebenso häufigen Falle von Ehegatten unterschiedlicher Staatsangehörigkeit, das jeweilige nationale Gesetz beider Ehegatten die Wirkung einer Eheschließung oder Scheidung für den Namen der Ehegatten oder Ex-Ehegatten unterschiedlich regelt. In all diesen Fällen, haben die Betroffenen Schwierigkeiten ihre Identität nachzuweisen, wenn jeweils die ausgestellte Dokumente nicht denselben Namen angeben. Das [in Den Haag am 8. September 1982 unterzeichnete Übereinkommen N° 21](#) versuchte eine bescheidene Lösung für die Schwierigkeiten die die Betroffenen im alltäglichen Leben hatten, zu bringen: es begnügt sich den Personen, die verschiedene Namen in zwei Nationalstaaten tragen, den Nachweis ihrer Identität zu erleichtern, mit der Ausstellung einer Bescheinigung über die Vielfalt der Nachnamen, doch es ließ die Gründe für diese Verschiedenheit fortbestehen. Nur vier Staaten haben wieder dieses Abkommen ratifiziert –Spanien, Frankreich, Italien und die Niederlande-, drei von denen sind übrigens auch schon Vertragsstaaten von Abkommen N° 4 und N° 19.

Seit den Jahren 80, haben sich die Situationen in denen ein und derselben Person verschiedene Namen kraft ihrer verschiedenen Heimatgesetze erteilt werden und die Personen- und Ehenamen wegen den mehrfälligen Nationalgesetzte immer vermehrt.

2. Das nicht Vereinbare zu vereinbaren

Wieder von der Materie im Jahre 1999 erfasst, hat sich die CIEC noch einmal an die Arbeit gemacht und sammelte Auskünfte über das in den verschiedenen Mitgliedstaaten anwendbare Recht, in Sache Name des Kindes und Name der Gatten. Die Beantwortung des speziellen Fragebogens und die Mitwirkung aller Mitgliedstaaten in die vielen Arbeitsgruppen, bestätigen wie groß das Interesse dieser Bereich in allen Staaten erweckte, auch wenn man bereuen kann dass diese Zeichen des Interesses trotzdem nicht erlaubten so weit zu gehen wie man es sich erwünschen könnte. Ziemlich schnell, musste man nämlich jeden Gedanken an eine Vereinheitlichung der namensrechtlichen Gesetze der Staaten aufgeben, so dass sich der erste Entwurf schon beschränken musste, Regelungen für die Anerkennung in einem Staat der in einem anderen Staat durchgeführten Namenserteilung und für die Situationen in denen das Abkommen diese Anerkennungsverpflichtung den Vertragsstaaten aufdrängt, zu schaffen.

Außer den Staaten die eine volle Freiheit in diesem Bereich kennen, zeigt die gründliche Untersuchung der nationalen Namensregelungen dass sich zwei Gruppen von Staaten gegenüber stehen, bezüglich einerseits des Namens der dem Kind erteilt wird oder, andererseits, des Ehenamens, entweder nach Wahl der Eheleute oder kraft Gesetzes; und dieser Ehe name übt dann auch wieder Einflüsse auf den Kindesnamen aus. Diese Opposition zwischen den zwei Gruppen erzeugt kaum vereinbare Situationen.

- Die erste Scheidelinie ist bezüglich des Namens der an der Geburt eines Kindes erteilt wird. In allen Staaten, ist der Name eines Kindes gewöhnlich von der Festlegung der Abstammung bei der Geburt abhängig, und der Name des Kindes wird dann entweder automatisch kraft Gesetzes erteilt (Name des Vaters, Name des Elternteils gegenüber dem die Abstammung erst festgelegt wurde, Name des Elternteils dass die elterlich Sorge hat, Ehe name der Eltern, usw.) oder auf Wunsch der Eltern, wobei man sagen muss dass diese Wahlmöglichkeit in den letzten Jahren in mehrere Länder eingeführt wurde, wo es sie früher nicht gab.

Man kann in den Mitgliedstaaten jedoch zwei größere Strömungen feststellen. In der ersten Gruppe, die größte, findet man die Staaten wo der Betroffene ein bei der Geburt erteilter Name, sein ganzes Leben weiter trägt : bis auf die Sonderfälle einer Namensänderung, die mit einer Änderung der Abstammung verbunden sein kann oder auch nicht, behaltet der Betroffene diesen Namen, den er bei der Geburt bekommen hat, sein leben lang, auch wenn er später eine Ehe schließt. In der zweiten Gruppe, findet man die Staaten wo der Geburtsname später ändern kann, bei einer Eheschließung oder Registrierung einer Partnerschaft oder ihrer Auflösung.

- Die zweite Scheidelinie ist bezüglich des Ehe- oder Partnerschaftsnamens, mit sehr verschiedenen Varianten. In einigen CIEC Staaten, übt die Eheschließung Wirkungen aus –oder kann die Eheschließung Wirkungen ausüben- auf den Namen der Eheleute (z.B. in Deutschland, Österreich, Kroatien, Ungarn, Königreich, Schweiz, Türkei) und jenes ist öfters um einen gemeinsamen Ehenamen zu bezwecken, der dann später auch meistens der Familienname der gemeinsamen Kinder sein wird.
- In den anderen CIEC Mitgliedstaaten, behaltet nach der Eheschließung jeder Ehegatte seinen eigenen Name (z.B., Belgien, Spanien, Frankreich, Griechenland, Italien, Luxemburg, die Niederlande, Polen und Portugal). In den letzten Staaten kommt man oft zu einem "Gebrauchname" der sich, im täglichen Leben, eines gemeinsamen Namen nähert, da nach Sitte oder sogar gesetzlicher Regelung ein Gatte – meistens die Gattin- sozial vom Namen des anderen Gatten verbrauch machen kann, aber man muss betonen dass dieser Name nur ein Gebrauchname ist, der aber keinen legalen Wert erbringt.
Nur zwei Länder –die Schweiz und die Türkei- kennen eine automatische Änderungen des Namens eines Ehepartners folgend einer Eheschließung: die schweizerische und türkische Bürgerliche Gesetzbücher bestimmen –beziehungsweise in Artikel 160 und 187- dass der Familienname der Eheleute der Name des Ehemannes ist, kennen aber beide Abweichungen. Im Vereinigten Königreich, gegensätzlich, gibt es keinen gesetzlichen Zwang der ein Ehepaar verpflichtet unter irgendeinen speziellen Namen bekannt sein muss oder einer ein Namen ändern sollte; jedoch führt die Frau traditionnel den Namen ihres Gatten, aber das Gegenteil wäre genauso möglich wie es auch möglich wäre, dass das Paar weiter getrennte Namen führt. Zwischen diesen beiden "Extremen", sind die Situationen in den Staaten wo die Eheschließung Wirkungen auf den Namen der Eheleute ausüben kann, ziemlich verschieden: die Wahl zwischen den verschiedenen Namen kann mehr oder wenig groß sein (z.B., Name eines Partners oder Name des Anderen, oder auch noch eine Kombination beider Namen oder sogar der Namen und Vornamen) und die Wahlmöglichkeit kann sich während einer kurzen oder längeren Zeit ausdehnen (z.B., vor der Eheschließung, bei der Eheschließung, während der Ehe, wenn das erste Kind geboren wird).

Die Unterschiede zwischen den Nationalgesetzen, insbesondere in den Bereiche Abstammung, Adoption oder Namensänderung, haben immer zu Situationen geführt, wo eine Person mit verschiedenen Familiennamen bezeichnet wurde. Seit jedoch mehr Staaten erlauben dass ein Ehepaar einen gemeinsamen Ehenamen bestimmen kann, und dass sie diese Bestimmung auch den ausländischen Staatsangehörigen die eine Ehe in ihrem Land schließen oder eine Partnerschaft gründen genehmigen, ist auch die Zahl der Personen die verschiedene Familiennamen tragen, gestiegen, und diese Tendenz ist verstärkt, weil die Mobilität der Leute größer und die Personen die mehrere Staatsangehörigkeiten besitzen immer zahlreicher sind.

3. Das Abkommen über die Anerkennung von Namen

Dies ist der Rahmen in dem die Verarbeitung des in Antalya am 16. September 2005 unterzeichneten Abkommens anfang. Was konnte man tun, um die Gründe –oder einige Gründe- die zu dieser Vielfältigkeit der Namen führten zu beseitigen?

Wie schon erwähnt, musste die Arbeitsgruppe ziemlich schnell jede Vereinheitlichung des materiellen Rechts der Namenserteilung entsagen, da es für die Staaten zu weit ginge. Der Gedanke Regelungen zum Konflikt zwischen den namensrechtlichen Gesetzen der Staaten zuschaffen, wurde auch abgewehrt, da die Staaten der Meinung waren es wäre nicht nötig für das gezielte Objekt. So wurde dann eine bescheidenere Methode gewählt, die sich darauf beschränkt, Regeln aufzustellen über die Anerkennung in den Vertragsstaaten des in einem anderen Staat bestimmten Namens, wenn die betroffene Person zu diesem Staat gewisse festgelegte Verbindungen aufweist.

3.1. – Definition der Bedingungen

Zuerst musste man verschiedenes bestimmen: derjenige Name, der anerkannt werden sollte (3.1.1.), die ins Auge gefassten Fälle (3.1.2.) und die Bedingungen für solch eine Anerkennung (3.1.3.).

3.1.1. Der Name der nach dem Abkommen zu anerkennen ist, ist derjenige, der in den Personenstandsdokumenten erscheinen muss. Das Abkommen betrifft nicht die Vornamen oder die Namen, den Personen in einigen Staaten entsprechend der Sitte im täglichen Leben an die Stelle ihres personenstandsrechtlichen Namens setzen oder diesem hinzufügen dürfen; es ist auch nicht auf Adelstitel anwendbar. Es wird auch nicht anerkannt die Namensänderung eines Ehegatten die kraft Gesetzes erfolgt, wenn der Betroffene keine Willenserklärung abgegeben hat. Wenn ein Name anerkannt ist, ist die Gefahr dass ein und dieselbe Person unterschiedliche Namen führt beseitigt, da die Verpflichtung zur Anerkennung des Namens, der in dem Staat erteilt wurde, mit dem die Person die durch das Übereinkommen festgelegten

Verbindungen hat, gepaart ist mit der entsprechenden Verpflichtung, ihr in diesem Fall keinen abweichenden Namen zu erteilen und die anderen Namen nicht zu anerkennen, die dieser Person vom Recht eines anderen Staates erteilt worden sein könnten.

3.1.2. Die von dem Abkommen ins Auge gefasste Fälle sind folgende:

- die Wirkungen der Eheschließung (Art. 1) und der Eheauflösung (Art. 2) auf den Namen, wenn einer oder beide Eheleute eine Ehenamenserklärung abgeben, insbesondere wenn die Ehegatten unterschiedlicher Nationalität sind,
- die Wirkungen der Begründung und der Auflösung einer eingetragenen Lebenspartnerschaft auf den Namen, jedoch nur falls ein Vertragsstaat diese Möglichkeit benutzt (Art. 3),
- den einem Kind mit mehreren Staatsangehörigkeiten erteilten Namen (Art. 4) und
- die Änderung des Namens einer Person, die ebenfalls mehrere Staatsangehörigkeiten hat (Art. 5).

In den anderen Situationen, können die Staaten weiter anerkennen, jedoch erlegt das Abkommen selbst keine Anerkennungsverpflichtung oder nicht Anerkennungsverpflichtung auf.

In den ins Auge gefassten Fälle, betrifft also Abkommen N° 31 insbesondere die Fälle wo mehrere Staatsangehörigkeiten im Spiel sind, entweder weil beide Eheleute verschiedene Staatsangehörigkeiten besitzen, oder weil eine Person zwei oder mehrere Staatsangehörigkeiten besitzt.

Man muss jedoch hinweisen, dass im März 2003, die General Versammlung den Wirkungsbereich erheblich erweitert hatte, in dem sie ein neuer Artikel 1¹¹ in den Entwurf einführte, dessen Inhalt nach, alle Vertragsstaaten verpflichtet waren, den Namen anzuerkennen der, außer Eheschließung und Auflösung einer Ehe, einer Person erteilt wurde, wenn der Betroffene nur eine Staatsangehörigkeit besaß und ihm diesen Namen erteilt wurde kraft Gesetzes des Staates dessen Staatsangehöriger er war.

Diese Lösung hatte den Vorteil einen gewissen Zusammenhang zwischen dem Entwurf und Abkommen N° 19 von München zu bilden, das damit ergänzt wurde, da dieser neue Artikel des Entwurfes die Konsequenzen zog, im Anerkennungsbereich, von Artikel 1 des Münchner Abkommens über das auf Namen und Vornamen anwendbare Recht, dessen Ziel gemeinsame Regelungen des internationalen Privatrechts in diesem Bereich aufzustellen war. Diese Lösung hatte jedoch den Nachteil, für diejenigen Staaten die das Münchner Abkommen nicht ratifiziert hatten, eine Art Verpflichtung zuschaffen seine Philosophie zu akzeptieren. Jenes wurde insbesondere von Deutschland und Österreich betont, die fürchteten dieser Weise nach, ihre Regelungen des internationalen Privatrechts ändern zu müssen und nicht mehr in der Lage zu sein, einem z. B. französischem Paar das in Deutschland lebt, einen gemeinsamen Ehenamen zu bestimmen zur Zeit der Eheschließung in Deutschland zu erlauben.

Nach längeren Diskussionen und vielfältige Abstimmungen, hat die General Versammlung im September 2003 den Artikel den sie einige Monate davor eingeführt hatte, wieder zurückgezogen, und damit wurden die Situationen von Einstaater generell ausgeschlossen um nur die Situationen die insbesondere Mehrstaater betreffen beizubehalten.

3.1.3. Die Bestimmung der Anerkennungsbedingungen wurde auch Anlass von mehrere Schwierigkeiten. Man sollte einen Anhaltspunkt aussuchen der eines der Nationalgesetze bevorzugt, und zwischen den Grundsätze der Staatsangehörigkeit und des gewöhnlichen Wohnsitzes ausgleichen, obschon die Staaten jeweils die Grundsätze ihrer Nationalnamensregelungen bewahren wollten, die sich *a priori* kaum miteinander vereinbaren lassen: das Recht einen Namen zu bestimmen von einigen Staaten ging entgegen das Prinzip der Namenseinzigartigkeit von Geschwister der anderen, und das Recht der Eheleute einen Ehenamen zu bestimmen der einen ging entgegen das Prinzip der anderen, wo keine Namensänderung infolge der Eheschließung stattfinden kann.

Die politische Umgebung und verschiedene Reformen die in einigen Staaten dann im Entwurf waren oder erst vor kurzem durchgeführt wurden, haben die Schwierigkeiten der "Verhandlungen" auch noch verstärkt, wie zum Beispiel: das neue französische Gesetz über den Namen des Kindes und ein ähnlicher Entwurf in Luxemburg, das neue belgische internationale Privatrecht oder auch noch die verschiedenen Änderungen die in die Paragraphen des deutschen BGB über den Namen eingeführt wurden nach Abfertigung anderer Gesetze. Da kam dann auch noch der Garcia Avello Entscheid¹², der auch für etwas Verwirrung sorgte,

¹¹ "Le nom attribué à une personne n'ayant qu'une seule nationalité par la loi de l'Etat dont elle est ressortissante est reconnu dans les Etats contractants, sous réserve des articles 2 et 3." /informatrische Übersetzung: "Der Name, der einer Person erteilt wird, die eine einzige Staatsangehörigkeit besitzt, kraft Gesetzes des Staates, dessen Staatsangehörige sie ist, wird vorbehaltlich Artikel 2 und 3 in den Vertragsstaaten anerkannt."

¹² CJCE, arrêt du 2 octobre 2003, Aff. Carlos Garcia Avello c. Etat belge.

obwohl viele Autoren, deren Sachkenntnisse meiner überwiegend sind, der Meinung waren, dass der in Madrid einige Tage vorher angenommene Text nicht gegen den Entscheid verstoße. Der Entscheid vom 2. Oktober 2003 hat jedoch eine neue Verarbeitung des Entwurfes verursacht; diese Neuverarbeitung war der Anlass für einer Vereinfachung einiger Artikel und einer Verbesserung, meiner Meinung nach, von Artikel 4 über den Namen des Kindes, der insbesondere nun das Willen der Eltern mehr respektiert, und führte zu einem neuen Text, der liberaler als der in Madrid verabschiedete Text ist. Zu liberal für manche.

3.2. – Beispiele

Nach all jenes, werde ich mich jetzt bemühen Beispiele zugeben, von Situationen wo eine Namensanerkennung kraft des Abkommens, gewisse Namensverschiedenheiten die wegen der verschiedenen Nationalgesetzen zur Welt kommen, vermieden werden könnten. Ich werde mich einschränken, und nur Beispiele für den Kindesnamen der an der Geburt erteilt wird (Art. 4) und die Auswirkungen der Eheschließung und der Eheauflösung auf Namen (Art. 1 und 2) geben. Ich bin sicher dass jeder gleich auch, ab Anwendung seines eigenen Nationalrechts, widersprechende Beispiele finden wird. Das Abkommen ist jedoch nur ein Kompromiss; es beansprucht nicht alle mögliche Namensverschiedenheiten zu beseitigen, sondern versucht zu vermeiden, dass in gewisse Fälle ein und derselben Person verschiedene Namen in zwei verschiedenen Staaten erteilt werden und dass weniger Dokumente mit verschiedener Identität ein und derselben Person ausgestellt werden.

3.2.1. Die ersten Beispiele beziehen sich auf Artikel 4¹³ bezüglich des Kindesnamens, da der erste Name der eine Person erwirbt, ihr an der Geburt erteilt wird. Absatz 1 des Artikels ergibt ein Prinzip, von dem eine Abweichung in Absatz 2 gestattet wird.

Außer der Schweiz, wo der Name einer Person sich nach dem Wohnsitz richtet, wo jedoch vorgesehen ist, dass eine Person verlangen kann dass ihr Name dem Heimatrecht untersteht (Art. 37, al. 2 LDIP), richtet sich, heutzutage, die Namensbestimmung nach dem Personalstatut in den meistens Staaten, so dass, praktisch, ein Standesbeamter der eine Geburtserklärung entgegen nimmt das Nationalrecht des Ausländers anwenden sollte, ausgenommen der Betroffene besitzt mehrere Staatsangehörigkeiten, unter deren auch diejenige des Geburtsstaates und dann hat diese den Vorrang.

Der Grundsatz von Artikel 4, Absatz 1, sieht die Anerkennung in allen Vertragsstaaten vor, des Namens, der bei der Geburt erteilt wurde, wenn die Geburt in einem Vertragsstaat stattgefunden hat und dieser Staat einer von denen ist, dessen Staatsangehörigkeit das Kind besitzt. Es wird nicht verlangt, dass der Geburtsstaat zugleich der Staat des gewöhnlichen Aufenthalts des Kindes ist, und dieser Name könnte, gegebenenfalls, auch nach dem Recht eines anderen Nationalstaates des Kindes erteilt werden, selbst wenn dieser kein Vertragsstaat ist.

Für eine Vereinfachung der Beispiele, hat das Kind in den meistens ins Auge gefasste Fälle, zwei Staatsangehörigkeiten, diejenige seines Vaters und diejenige seiner Mutter. Man könnte sich aber genau so gut vorstellen, dass das Kind beide Staatsangehörigkeiten von einem Elternteil hat oder dass das Kind mehr als zwei Staatsangehörigkeiten besitzt, z.B. die zwei Staatsangehörigkeit des Vaters und eine Staatsangehörigkeit der Mutter. Der Name, der einem Kind im Geburtsstaat, der auch ein der Heimatstaaten des Kindes ist, erteilt werden kann, kann entsprechend der betroffenen Staaten sehr verschieden sein, wie man es soeben gesehen hat, bezüglich der mannigfaltigen Namensregelungen des Kindes aber auch der Eheleute.

- Wenn seine Geburt in Kroatien stattfindet, wird einem Kind mit spanischen und kroatischen Staatsangehörigkeit, nach Wunscherklärung seiner Eltern, die miteinander verheirat sein können aber auch nicht, der Name "Sanchez - Benko" erteilt, eine Bildung des 2. Namentails seiner spanisch-kroatischen Mutter "Zabar Sanchez" und des 1. Namentails seines kroatischen Vaters "Benko Empereur". Dieser Name "Sanchez - Benko" wird in Spanien anerkannt, aber auch in allen anderen Vertragsstaaten, während heutzutage das Kind in Spanien mit dem Namen "Zabar Benko" oder "Benko Zabar" identifiziert wird, wenn seine mütterliche und väterliche Abstammung festgestellt sind, aber mit dem Namen "Zabar Sanchez" wenn nur seine mütterliche Abstammung fest liegt.

¹³ **Art. 4** (informativische Übersetzung): "1. Der Name, der im Vertragsstaat seines Geburtsortes einem Kind erteilt wurde, das zwei oder mehr Staatsangehörigkeiten besitzt, wird in den anderen Vertragsstaaten anerkannt, wenn dieser Staat einer von denen ist, dessen Staatsangehörigkeit dieses Kind besitzt. 2. Jedoch wird abweichend vom vorhergehenden Absatz der Name, der auf Antrag der Eltern in einem andern Vertragsstaat, dessen Staatsangehörigkeit das Kind besitzt, erteilt wird, in den anderen Vertragsstaaten anerkannt. Diese Namenserteilung ist dem Zivilstandsbeamten des Geburtsortes des Kindes zur Eintragung in die einschlägigen amtlichen Register mitzuteilen."

- Ein Kind mit französischer und türkischer Staatsangehörigkeit wird in Frankreich geboren und erwirbt, folgend die abgegebene Wunscherklärung seiner verheirateten -oder nicht verheirateten- Eltern, den Namen "Leroy-Merlin" seiner französischen Mutter. Dieser Name wird in der Türkei und in allen anderen Vertragsstaaten anerkannt, während heutzutage das Kind mit dem einzigen Namen des Vaters identifiziert wird, "Coşkun", wenn die Eltern verheiratet sind.
- Der Name "Minardi" wird in Italien und in den anderen Vertragsstaaten anerkannt, wenn, bei seiner Geburt in Deutschland, einem deutsch-italienischem Kind dieser Name "Minardi" erteilt wird, entweder weil die Eheleute "Schmitt" und "Minardi" diesen als Ehefrau bestimmt haben als sie die Ehe in Deutschland geschlossen haben, oder weil die nicht verheirateten Eltern dieselbe Wahl getroffen haben. Heutzutage, bei Nachregistrierung der Geburt in Italien, sollen die italienischen Standesbeamten für das Kind der Name "Schmitt" seines deutschen Vaters eintragen, wenn die Eltern miteinander verheiratet sind oder wenn sie das Kind zusammen anerkannt haben. Sind die Eltern nicht verheiratet und ist die Abstammung nur gegenüber der Mutter festgestellt, wäre schon der Name "Minardi" in die nachregistrierte Urkunde einzutragen, müsste jedoch in "Schmitt" berichtigt werden wenn die Eltern später dann heiraten, da dem legitimierte Kind den Namen des Vaters und Ehemannes erteilt wird. Der Name sollte auch berichtigt werden, falls die väterliche Abstammung später festgestellt wird, sei es folgend einer väterlichen Anerkennung oder einer gerichtlichen Entscheidung, und mehrere Namen wären dann möglich: "Minardi", "Schmitt" oder "Schmitt Minardi".
- Wenn seine Geburt in Spanien stattfindet, wird einem Kind mit spanischer und ungarischer Staatsangehörigkeit, der Name "Kovacs Fernandez" –oder auch "Fernandez Kovacs"- nach spanischer Art erteilt, gebildet von dem 1. Namen seines ungarischen Vaters "Kovacs-Burda" et des 1. Namens seiner spanischen Mutter "Fernandez Santos". Dieser Name "Kovacs Fernandez" oder "Fernandez Kovacs" ist der anerkannte Name in Ungarn und in allen anderen Vertragsstaaten, während heutzutage das Kind in Ungarn mit dem Namen, den die Eltern als Ehenamen bestimmt haben, identifiziert wäre. Die Wahlmöglichkeiten sind in diesem Fall in Ungarn mannigfaltig, so dass der in Spanien erteilte Namen mit einer ungarischen Wahl zusammentreffen könnte. Haben die Eltern einen gemeinsamen Ehenamen bestimmt, so wird dem Kind dieser erteilt; hat jedoch jeder Ehegatte einen anderen Ehenamen bestimmt, gibt es eine ganze Reihe Namen das die Eltern für das Kind bestimmen können: "Kovacs-Burda", "Fernandez-Santos", "Kovacs-Santos", "Santos-Kovacs", "Burda-Fernandez", "Burda-Santos", "Santos-Burda", usw.

In den letzten Beispielen, wenn das Kind auch noch die Staatsangehörigkeit eines anderen EU Mitgliedsstaates besitzt, können die Eltern beantragen dass der Name nach dem Gesetz des anderen Heimatstaates des Kindes erteilt wird (vgl. EuGH, Garcia Avello) und dieser Name ist dann der Namen den allen Vertragsstaaten anerkennen müssen.

Sollte es vorkommen, dass nach Anwendung des Prinzips von Absatz 1 die Eltern trotz allem mit dem Namen, der ihrem Kind erteilt wurde, nicht zufrieden sind, können sie gemäß [Absatz 2 von Artikel 4](#), einen anderen Namen beantragen in einem anderen Vertragsstaaten dessen Staatsangehörigkeit das Kind auch besitzt. Die national Behörde des anderen Vertragsstaates bei der die Eltern –das Elternteil- den Antrag stellen können, kann ein Standesamt oder eine konsularische Vertretung dieses anderen Landes sein, aber der Antrag soll von beiden Elternteile gestellt sein –oder, wenn es nur ein Elternteil gibt, von diesem- und dieser Antrag kann nicht vor der Geburtserklärung in dem Geburtsstaat gestellt werden. Der neue Name der in dieser Weise erteilt ist, wird nicht nur von allen Vertragsstaaten, inklusiv von dem Staat wo das Kind geboren wurde, anerkannt, sondern er ersetzt auch den ersten Name, der im Geburtsstaat erteilt wurde. Die Behörde des Vertragsstaates der zweiten Staatsangehörigkeit, die den neuen Namen auf Antrag der Eltern erteilt hat, ist verpflichtet eine Mitteilung des neuen Namens dem Standesbeamten des Geburtsortes zu senden, damit dort die Berichtigung der Register vorgenommen wird. Die Mitteilung erfolgt nach einem Muster, das dem Abkommen beigefügt ist. Es handelt sich hier nicht um eine Namensänderung, die den Namen erst ab einem späteren Zeitpunkt ändern würde, sondern um eine neue Namenserteilung, die von der Geburt ab wirkt, da der neue Name den Namen, der im Geburtsstaat in die Geburtsurkunde eingetragen wurde, ersetzt.

3.2.2. Die Wirkungen der Eheschließung und der Eheauflösung auf den Namen sind jeweils in Artikel 1 und 2 des Übereinkommens von Antalya behandelt.

Im Gegensatz von Artikel 4 wo nur, wie soeben gesehen, der Prüfstein der Staatsangehörigkeit vorgesehen ist, sehen Artikel 1 und 2 alternativ als Bindungsvoraussetzung der gemeinsame gewöhnliche Aufenthaltsort der Ehegatten oder die Staatsangehörigkeit eines Vertragsstaates von einem Ehepartner vor; jedoch erlaubt

Artikel 14 einen Vorbehalt, wonach die Staaten erklären können dass sie gewisse Fälle einer kumulativen Anknüpfungsbedingung unterwerfen.

3.2.2.1. Artikel 1¹⁴ regelt die Anerkennung der von den Ehegatten abgegebenen Erklärungen über den Namen, den sie während der Ehe führen werden, oder eines Ehegatten über den Namen, den er während der Ehe führen wird. Er ist nicht anwendbar in den Situationen, in denen die Eheschließung an sich keine Namensänderung der Ehegatten mit sich bringt, und auch nicht auf solche Situationen, in denen im Gegenteil einer der Ehegatten eine Namensänderung erfährt, die kraft Gesetzes aufgrund der Eheschließung stattfindet.

Die Anerkennung wird erworben durch die Abgabe der Erklärung entweder in einem Vertragsstaat, dessen Staatsangehörigkeit mindestens einer der Ehegatten besitzt, oder in dem Vertragsstaat, in dem ihr gemeinsamer gewöhnlicher Aufenthalt zum Zeitpunkt der Erklärung liegt.

In beiden Fälle, muss also die Erklärung in einem Vertragsstaat abgegeben werden, aber die Anknüpfungspunkte der Staatsangehörigkeit oder des gemeinsamen gewöhnlichen Aufenthalts sind alternativ: besitzt der Erklärende die Staatsangehörigkeit des Staates in dem die Erklärung abgegeben wird, ist Artikel 1 anwendbar, wo auch immer der gemeinsame gewöhnliche Aufenthalt des Paares liegt (und auch wenn der Erklärende weiter die Staatsangehörigkeit eines nicht Vertragsstaates besitzt); wird die Erklärung in dem Vertragsstaat, in dem der gemeinsame gewöhnliche Aufenthalt liegt, abgegeben, dann ist Artikel 1 anwendbar, selbst wenn keiner der Ehegatten die Staatsangehörigkeit dieses Staates besitzt.

Die Erklärung kann am Zeitpunkt der Eheschließung oder später, zum Beispiel am Zeitpunkt der Geburt des ersten Kindes, abgegeben werden, aber der gemeinsame gewöhnliche Aufenthalt in einem Vertragsstaat soll am Tag der Erklärung vorhanden sein, was aber nicht heißt dass die Eheleute unter einem gemeinsamen Dach wohnen müssen. Die Worte "der Staat, dessen Staatsangehörigkeit der Betroffene besitzt" sind zu verstehen im Sinne dass die im Ausland vor den konsularischen Behörden eines Staates abgegebene Erklärung einer in diesem Staat abgegebenen Erklärung gleichstellt.

Die aus Artikel 1 entstehende Verpflichtung zur Anerkennung fanden einige Staaten zu weit reichend; so dass Artikel 14 eine formulierte Möglichkeit eröffnet, einen Vorbehalt zu machen, dass in gewisse Situationen einen Staat die Anerkennung an eine kumulative Bindungsvoraussetzung zu knüpfen. So kann ein Staat, der den Vorbehalt gemacht hat, die abgegebene Erklärung, die von einem Ehegatten, der sein Staatsangehöriger ist, nicht anerkennen, wenn dieser oder sein Ehegatte nicht die Staatsangehörigkeit des Staates besitzt, in dem der gewöhnliche Aufenthalt liegt und die Erklärung abgegeben wurde.

Nun wieder einige Beispiele, in denen Anwendung von Artikel 1 Verschiedenheit von Namen verhindern könnte. In meinen Beispielen ist ein Deutscher mit einer Belgierin, Spanierin oder Französin verheiratet; man könnte jedoch auch das Gegenbeispiel nehmen, eine deutsche Frau die mit einem Belgier, Spanier oder Franzose verheiratet ist; das Wesentliche ist dass ein Ehepartner die Staatsangehörigkeit eines Staates besitzt, der einen Ehenamen erlaubt, und der andere Ehepartner die Staatsangehörigkeit eines Staates besitzt, der die Unveränderlichkeit des Namen der Ehegatten vorsieht.

- Ein deutsch-belgisches oder deutsch-spanisches oder deutsch-französisches Ehepaar wählt, nach deutschem Recht, während der Eheschließung oder später, den Namen "Schmitt" des deutschen Ehemannes als Ehenamen. Folgend der Erklärung, erwirbt die Ehefrau in Deutschland den Namen ihres Gatten und die deutschen Behörden stellen der Ehefrau Dokumente aus, in denen sie mit diesem neuen Namen bezeichnet wird. Zur Zeit, erkennen Belgien, Spanien oder Frankreich der Name "Schmitt" ihrer Staatsangehörigen nicht an, und wenn diese Staaten der Betroffenen Dokumente ausstellen –z.B., einen neuen Pass oder Personalausweis- wird die Ehefrau in diesen Dokumenten mit ihrem Mädchennamen bezeichnet, mit ab und zu, falls sie es verlangt, die Angabe des Namens ihres Mannes, als Gebrauchsname, jedoch ohne irgendwelchen gesetzlichen Wert. In diesem Beispiel ist nach Artikel 1 des Abkommens, der Ehefrau "Schmitt", der nach Erklärung erworben wurde in einem Vertragsstaat der auch der Nationalstaat eines der Eheleute ist –Deutschland-, in allen Vertragsstaaten anzuerkennen, und zwar auch in dem Nationalstaat der Ehefrau, falls in meinen Beispiele, Belgien, Spanien oder Frankreich dem Übereinkommen beigetreten ist; wenn eine nach Artikel 14 mögliche Erklärung des Vorbehalts abgegeben wurde, kann jedoch dieser Nationalstaat die Anerkennung des Namens seiner

¹⁴ **Art. 1** (informativische Übersetzung): "Bei Eheschließung einer Person, welche die Staatsangehörigkeit eines Vertragsstaates besitzt, wird die von den Ehegatten abgegebene Erklärung über den Namen, den sie während der Ehe führen werden, oder die von einem der beiden abgegebene Erklärung über den Namen, den er während der Ehe führen wird, in den Vertragsstaaten anerkannt, wenn sie in einem Vertragsstaat abgegeben wird, dessen Staatsangehörigkeit einer der Ehegatten besitzt, oder in dem Vertragsstaat, in dem die Ehegatten im Zeitpunkt der Erklärung ihren gemeinsamen gewöhnlichen Aufenthalt haben."

Mitbürgerin den kumulativen Bedingungen -"Staatsangehörigkeit eines Ehegatten" + "gemeinsamen gewöhnlichen Aufenthalt in Deutschland"- unterwerfen.

- Erklärt dieses deutsch-belgische oder deutsch-spanische oder deutsch-französische Ehepaar den Namen "Schmitt" als Ehenamen vor den deutschen Konsularbehörden in Belgien, Spanien oder Frankreich, ist diese Erklärung mit einer in Deutschland abgegebene Erklärung gleichgestellt, und der Name "Schmitt" der Ehefrau wird von ihrem Nationalstaat anerkannt, immer wenn Belgien, Spanien oder Frankreich dem Abkommen beigetreten ist und nicht die kumulative Anwendung nach Artikel 14 verlangt hat, wie soeben erwähnt.
- Gibt dieses deutsch-belgische oder deutsch-spanische oder deutsch-französische Ehepaar eine Ehenamenserklärung in Österreich ab, wo der gemeinsame gewöhnliche Aufenthalt liegt und Österreich ist einen Vertragsstaat, so wird der nach österreichischem Recht bestimmter Name "Schmitt" in allen anderen Vertragsstaaten anerkannt, inklusiv in dem Nationalstaat der Ehegattin, falls, in meinen Beispielen, Belgien, Spanien oder Frankreich dem Abkommen beigetreten ist und nicht die kumulative Anwendung nach Artikel 14 verlangt hat, "Staatsangehörigkeit eines Ehegatten" + "gemeinsamen gewöhnlichen Aufenthalt in Österreich" wenn die Ehefrau auch die eigene Staatsangehörigkeit besitzt.

Wie man es sehen kann, können die Ehenamenserkenntnisse mannigfaltig sein, insbesondere wenn man die Beispiele an alle Staaten, die das Übereinkommen von Antalya ratifizieren oder ihm beitreten können, erweitert. Die Vorbehaltsmöglichkeit die Artikel 14 beschafft, hat natürlich zur Folge dass in gewisse Situationen ein Name nicht anerkannt wird, da in den gegebenen Beispiele, der Nationalstaat der Ehefrau – Belgien, Spanien, Frankreich- den Namen "Schmitt" seiner Angehörigen nicht anerkennen wird, mangels Kumulierung der Anknüpfungsbedingungen "Staatsangehörigkeit eines Gatten" + "gewöhnlicher Aufenthalt". So wird zum Beispiel, Frankreich der Name "Schmitt" der französischen Ehefrau nur dann anerkennen, wenn außer der deutschen Staatsangehörigkeit des Ehemannes, das Ehepaar auch seinen gemeinsamen gewöhnlichen Aufenthalt in Deutschland hat, wenn die Erklärung in Deutschland oder vor einem deutschen Konsul abgegeben wird; Frankreich kann die Anerkennung des Namens "Schmitt" jedoch verweigern, wenn die Erklärung in Österreich –oder in Kroatien oder in Ungarn- abgeben wurde, wenn keiner der Eheleute die österreichische –oder die kroatische oder die ungarische- Staatsangehörigkeit besitzt und nur die Bedingung des gemeinsamen gewöhnlichen Aufenthalts besteht. Sollte jedoch der deutsche Ehemann oder die französische Ehefrau weiter auch die österreichische –oder kroatische oder ungarische- Staatsangehörigkeit besitzen, trifft der Vorbehalt nicht mehr zu.

3.2.2.2. Ebenso wie Artikel 1, begünstigt Artikel 2¹⁵ die Anerkennung von abgegebenen Erklärungen. Er ist in allen Fällen der Auflösung der Ehe (Tod eines Ehegatten, Scheidung oder Annullierung) anwendbar.

Artikel 2, Absatz 1 sieht die Anerkennung einer Erklärung vor, mit der ein Ex-Ehegatte bestimmt dass er/sie entweder einen früher geführten Namen wieder annimmt oder im Gegenteil den während der Ehe geführten Namen beibehaltet. Diese Anerkennung wird erworben, so fern die Erklärung entweder in dem Vertragsstaat oder einem der Vertragsstaaten abgegeben wurde, dessen Staatsangehörigkeit der betroffene Ehegatte besitzt, oder in dem Vertragsstaat, in dem er zum Zeitpunkt der Erklärung seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat. Eine solche Erklärung die im Ausland vor den konsularischen Behörden eines Staates abgegeben wurde ist auch hier wieder einer in diesem Staat abgegebene Erklärung gleichgestellt.

Wenn ich wieder das deutsch-belgische -oder deutsch-spanische oder deutsch-französische- Ehepaar als Beispiel nehme, wird die Namensklärung in allen Vertragsstaaten anerkannt, wenn die belgische –oder spanische oder französische- Ex-Gattin eine Erklärung abgibt, in Deutschland oder in Österreich wo sie ihren gewöhnlichen Aufenthalt nach der Scheidung oder die Annullierung der Ehe festliegt, aber auch in Belgien, Spanien oder Frankreich.

Artikel 2, Absatz 2 behandelt die Situationen, in denen die Wiederannahme des vor der aufgelösten Ehe geführten Namens durch das Gesetz bewirkt wird, möchte jedoch die Fälle bewahren, in denen ein Ex-Gatte

¹⁵ **Art. 2** (informativische Übersetzung): "**1.** Bei Auflösung oder Ungültigerklärung der Ehe wird die Erklärung, durch welche der Ehegatte oder Ex-Ehegatte, der Staatsangehöriger eines Vertragsstaates ist, einen früher geführten Namen wieder annimmt oder sich dafür entscheidet, den während der Ehe geführten Namen zu behalten, in den Vertragsstaaten anerkannt, wenn sie in dem Vertragsstaat oder in einem der Vertragsstaaten, dessen Staatsangehörigkeit dieser Ehegatte oder Ex-Ehegatte besitzt, oder in dem Vertragsstaat, in dem er im Zeitpunkt der Erklärung seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat, abgegeben wird. **2.** Wenn bei Scheidung oder Ungültigerklärung der Ehe die Wiederannahme des vor der Eheschließung geführten Namens durch einen Ex-Ehegatten, der Staatsangehöriger eines Vertragsstaates ist, von Gesetzes wegen erfolgt, wird diese Wiederannahme in den Vertragsstaaten, vorbehaltlich der in Absatz 1 vorgesehenen gegenteiligen Erklärung, anerkannt, wenn sie vom Gesetz eines Vertragsstaates vorgesehen ist, dessen Staatsangehörigkeit dieser Ex-Ehegatte besitzt und in dem die Scheidung oder Ungültigerklärung ausgesprochen wurde."

–meistens eine Ex-Gattin- ein Interesse hat, den Namen den diese Person vor der aufgelösten Ehe fuhr wieder anzunehmen, ohne dass sie eine ausdrückliche Erklärung abzugeben hat, entweder weil solch eine Erklärung nicht möglich ist, oder weil der/die Betroffene nicht von solch einer Möglichkeit unterrichtet ist. Mangels einer gegenteiligen Erklärung, die nach Absatz 1 abgegeben wäre, unterwirft Artikel 2, Absatz 2 die Anerkennung dieser automatischen Wiederannahme des Namens einer kumulativen Regel: diese gesetzlich begründete Wiederannahme wird nur anerkannt, wenn sie durch das Gesetz eines der Vertragsstaaten vorgesehen ist, dessen Staatsangehörigkeit der betroffene Ex-Ehegatte besitzt und in dem die Scheidung oder Annullierung der Ehe ausgesprochen wird.

Bevor ich diese schleunige Vorstellung beende, möchte ich noch kurz ihre Aufmerksamkeit auf den Inhalt von einigen weiteren Artikeln aufrufen. Artikel 3 erlaubt den Vertragsstaaten, die Bestimmungen der Artikel 1 und 2 auf die eingetragenen Lebenspartnerschaften auszudehnen. Artikel 5¹⁶ befasst sich, im selben Geiste wie Artikel 4, mit der Namensänderung einer Person, die zwei oder mehr Staatsangehörigkeiten besitzt, von denen mindestens eine die eines Vertragsstaates ist, und ist der Bindestrich mit dem Abkommen das in Istanbul in 1958 unterzeichnet wurde. Artikel 8¹⁷ bestimmt dass der anerkannte Namen in die amtlichen Register der Vertragsstaaten eingetragen wird, und jenes, ohne irgendein Verfahren dazu erforderlich ist. Artikel 9¹⁸ legt die zeitliche Anwendung des Übereinkommens fest, mit Übergangsbestimmungen die eine gewisse Rückwirkung für die Eintragung in die Register erlaubt.

Meine Damen und Herren,

Ich habe versucht die wichtigsten Punkte des Textes zu illustrieren, aber eine ausführliche Beschreibung würde viel mehr Zeit erfordern. Weitere Auskünfte werden sie in den Texten des Übereinkommens und des erläuternden Berichtes nachschlagen müssen, und für solch eine vollständigere Studie ist dann die Zeit nicht so eng gemessen, zumal dass das Datum, an dem dieses neue Instrument in Kraft treten wird, schwer vorauszusehen ist.

Chantal Nast (4 mai 2006)

¹⁶ **Art. 5** (informatrische Übersetzung) : "**1.** Der Name, der im Vertragsstaat seines Geburtsortes einem Kind erteilt wurde, das zwei oder mehr Staatsangehörigkeiten besitzt, wird in den anderen Vertragsstaaten anerkannt, wenn dieser Staat einer von denen ist, dessen Staatsangehörigkeit dieses Kind besitzt. **2.** Jedoch wird abweichend vom vorhergehenden Absatz der Name, der auf Antrag der Eltern in einem andern Vertragsstaat, dessen Staatsangehörigkeit das Kind besitzt, erteilt wird, in den anderen Vertragsstaaten anerkannt. Diese Namenserteilung ist dem Zivilstandsbeamten des Geburtsortes des Kindes zur Eintragung in die einschlägigen amtlichen Register mitzuteilen."

¹⁷ **Art. 8** (informatrische Übersetzung) : "Der in Anwendung dieses Übereinkommens anerkannte Name wird in die einschlägigen amtlichen Register eingetragen, ohne dass es dazu eines Verfahrensbedarf."

¹⁸ **Art. 9** (informatrische Übersetzung) : "**1.** Dieses Übereinkommen findet in einem Vertragsstaat Anwendung auf Namenserteilungen und Namensänderungen, die nach dem Inkrafttreten des Übereinkommens für diesen Staat erfolgen. **2.** Jedoch können die Personen, deren Name vor dem Inkrafttreten des Übereinkommens für einen Staat durch eine Erklärung erteilt oder geändert wurde, wenn diese Erteilung oder diese Änderung die vom Übereinkommen vorgesehenen Anerkennungsbedingungen erfüllt, dessen Eintragung in die einschlägigen amtlichen Register dieses Staates verlangen."